

Ecrit par le 4 juillet 2026

Poursuite des travaux d'aménagement de la véloroute du Calavon entre Robion et Cavailon



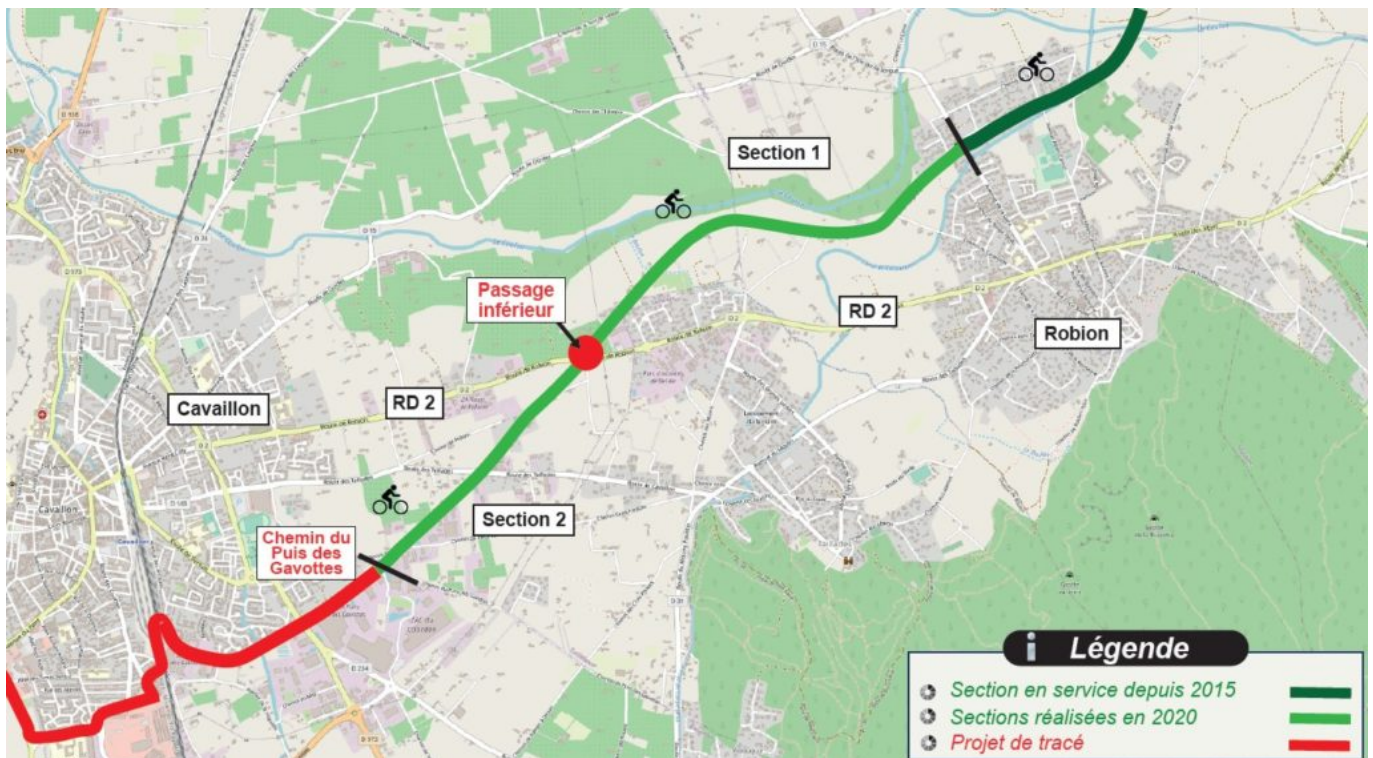
Dans le cadre de travaux de construction d'un ouvrage permettant le passage de la véloroute du Calavon sous la RD 2, à compter du lundi 18 janvier, et pendant 4 mois, la circulation sera entièrement basculée sur une route provisoire.

Pour le [Conseil départemental de Vaucluse](#), en charge du chantier, il s'agit d'aménager et de sécuriser un point particulier de la véloroute, à savoir la traversée de la RD 2 située sur la commune de Cavailon. L'ouvrage, constitué d'un pont dalle en béton, s'intégrera à terme de manière discrète dans le site. L'ouverture de l'ouvrage a été calée de manière à éviter l'effet tunnel et laisser passer le maximum de lumière. La largeur de la voie verte sous l'ouvrage sera identique à la section courante, soit 3 mètres de

Ecrit par le 4 juillet 2026

large. Le coût prévisionnel de l'opération est de 2,8 M€ HT, financé par le Département de Vaucluse, l'Etat et la Région Sud Provence-Alpes-Côte d'Azur. Une instruction est en cours afin d'obtenir un financement européen au titre du FEDER (Fonds européen de développement régional).

A ce jour, 36 km de la véloroute du Calavon ont déjà été réalisés dont une majorité en voies vertes entre Saint-Martin-de-Castillon et Robion. La liaison entre Saint Martin-de-Castillon et Céreste est assurée sur de petites voies partagées à très faible trafic. Après une première phase amorcée en 2020 sur la section comprise entre Robion et Cavaillon, les travaux se poursuivent sur la RD 2. Une troisième phase consistera à réaliser la section comprise entre le Chemin du puits de Gavottes à Cavaillon jusqu'au passage inférieur rue Jules-Grand, section qui est pour l'instant en attente du déclassement de l'ancienne voie ferrée.



(vidéo) : pour ses vœux, le Département fait

Ecrit par le 4 juillet 2026

son cinéma



Privé de ses traditionnelles cérémonies des vœux en raison du Covid-19, le Conseil départemental de Vaucluse a décidé de s'adresser aux Vauclusiens grâce à un film de 4min13 diffusé sur son site internet et les réseaux sociaux.

« Le ton est délibérément optimiste et nous aide à regarder vers l'horizon, au-delà de la crise que nous connaissons, explique le Département. Le Vaucluse est un territoire d'exception qui avance, se modernise, sans rien renier de ses racines et de son identité.

Véloroute et cyclotourisme, environnement, collège, patrimoine, Sdis (*Service départemental d'incendie et de secours*), personnes âgées, entretien et réalisation des routes, innovation et artisanat, photovoltaïque, agriculture, université, très haut débit... ce film réalisé par Benjamin Smither de AMDA à Villeneuve-lès-Avignon évoque les grands thèmes qui caractérisent ce territoire.

« **On prend un temps d'avance.** »

« Ici, on réinvente déjà le plaisir de se balader dans une nature préservée grâce aux vélos électriques,

Ecrit par le 4 juillet 2026

poursuite le Département. Ici, la technologie permet déjà de poser un nouveau regard sur notre riche patrimoine ou bien de sauver des vies. Ici, l'agriculture de demain est déjà en germe et l'on imagine de nouvelles manières d'enseigner au collège. Ici, grâce aux connexions Internet à Très Haut Débit, on peut déjà vivre et travailler en ville comme à la campagne. Ici, c'est le Vaucluse et dès aujourd'hui, on prend un temps d'avance. »

https://www.vaucluse.fr/fileadmin/03_Videos/2021/En_Vaucluse_prenons_un_temps_d_avance.mp4

Publication du rapport de la chambre régionale des comptes sur la politique de logement du Grand Avignon



La chambre régionale des comptes Provence-Alpes-Côte d'Azur vient de rendre public son rapport sur la gestion de la politique du logement de la communauté d'agglomération du Grand

Ecrit par le 4 juillet 2026

Avignon. Ce travail, portant sur la période 2015-2018, constate que sur la période 2012 à 2017 le Grand Avignon n'a pas atteint les objectifs assignés de production. Ainsi, selon l'organisme de contrôle, seuls 1 966 logements sociaux ont été construits entre 2012 et 2017, au lieu des 2 640 prévus.

Abandonner la logique de guichet

Par ailleurs, la Chambre régionale estime que « l'offre nouvelle correspond imparfaitement à la demande » puisque « 70% des logements construits sont des T3 et T4 alors que l'objectif était de développer la production de T2 et de T5 ». ;

« Au total, le Grand Avignon n'a dépensé que 8,7M€ en faveur de cette politique entre 2012 et 2017, contrairement aux 12,4 M€ annoncés », constate ensuite la Chambre qui conclut « que l'amélioration de la politique intercommunale de l'habitat et du logement, dans un contexte budgétaire contraint, passe par l'abandon par le Grand Avignon de la logique de guichet pour intervenir plus en amont dans la conception des opérations, l'amélioration de la cohérence entre ses différents outils, et le renforcement le suivi des bailleurs. »

L'agglomération en chef de file

Dans sa réponse adressée à la Chambre, Joël Guin, le nouveau président du Grand Avignon, rappelle la volonté de l'intercommunalité à soutenir fortement « la production et souhaite que la politique de l'habitat et du logement soit portée en commun par l'agglomération et les communes dans le respect de leurs compétences respectives, objectif réaffirmé dans notre projet de 3e PLH (Programme local de l'habitat) ».

« Je considère que l'agglomération joue pleinement son rôle de chef de file de la politique locale de l'habitat », poursuit Joël Guin qui rappelle notamment que « nous avons instauré l'automatisme des garanties d'emprunts dès lors qu'un dossier était subventionné, et ce de manière à fluidifier le montage, déjà très complexe, des dossiers de financement portés par les bailleurs ».

[Retrouvez ici le rapport complet de la Chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur sur la gestion de la politique de logement de la Communauté d'agglomération du Grand Avignon](#)

Conseil Départemental : 3h de débats pour

Ecrit par le 4 juillet 2026

40 délibérations dont le copieux projet de Budget Primitif 2021



Une minute de silence, avant d'ouvrir les micros, en hommage à l'ancien président Giscard d'Estaing. Et la dernière séance de l'année commence par l'aménagement d'une piste cyclable sur le carrefour de Réalpanier au Pontet, avec des espaces verts, des trottoirs, un éclairage public et une signalisation adaptée. Toujours pour améliorer la circulation et l'insertion paysagère, à l'échangeur Beaulieu à Monteux, une série d'accotements, remblais et bassin de rétention des eaux seront aménagés sur près de 12 000m², ce qui fera grincer les dents de Sylvie Fare, l'élue écologiste qui dénoncera « un camouflage paysager surdimensionné et des terres agricoles grignotées, 100 hectares artificialisés, donc sacrifiés en 10 ans ». Autre projet, la voie de liaison entre la départementale 973 et le sud-ouest de Pertuis, cofinancée avec la Métropole Aix-Marseille-Provence, pour un montant total de 15M€. Un schéma département de la voirie suivra avec le Pôle d'échange d'Orange, les véloroutes, la LEO (Liaison Est Ouest d'Avignon), le renforcement des ouvrages d'art et les murs de soutènement pour une facture de

Ecrit par le 4 juillet 2026

52M€.

Le haut débit fait débat

Le 'Très Haut Débit', axe fort de développement du Vaucluse, confié par DSP (Délégation de service public) à Vaucluse Numérique fait état de 50 420 prises raccordées fin 2019 pour une somme de 68M€ dans la 1ère phase de déploiement. Pour le second plan à l'horizon 2021, il y aura 55 287 prises connectées pour 80M€. Jean-François Lovisolo (PS) regrettera l'absence de mutualisation des gaines, Darida Belaïdi (Divers gauche) précisera qu'il n'y a pas de fibre pour les milliers de riverains de la Rocade Charles de Gaulle à Avignon, Hervé de Lépinau dénoncera « Le flou artistique du rôle que doivent jouer mairies, opérateurs et communautés de communes. On se demande qui fait quoi, c'est du vite fait, mal fait. A quoi le président Maurice Chabert répondra : « nous savons qu'il y a des problèmes, l'Association des Maires les a fait remonter, si nécessaire nous demanderons des pénalités ».

Dans le même secteur, le 2ème Schéma Numérique des Collèges (2021-2024) prévoit l'activation des connexions dans les 54 établissements pour les 30 000 élèves. « Avec la crise sanitaire et le confinement, les élèves ont eu besoin d'un ordinateur pour suivre leur scolarité. Dès la rentrée 2021, 21M€ seront alloués à l'achat de tablettes, à la mise en place de Wi-Fi dans les collèges, à la création d'un Espace numérique de travail (ENT) étendu aux 54 collèges pour permettre les échanges entre les élèves, les professeurs et les parents » précise Dominique Santoni responsable de l'Education au Conseil Départemental. Hervé de Lépinau (RN) cite l'exemple des Bouches-du-Rhône où dès réception des tablettes gratuites pour les collégiens, elles se sont parfois retrouvées en vente sur 'Le bon coin'...

Faire face au réchauffement climatique

Le Programme Départemental d'Aménagement Hydraulique doit permettre au monde agricole de survivre malgré le réchauffement climatique, les périodes de sécheresse et d'orages intenses. Sur les 39 000 hectares irrigables de Vaucluse, 25 000 sont gérées par des associations syndicales. 388 000€ de subventions seront alloués par le Département, 354 000 par la Région Sud et 148 000 par la Communauté Européenne.

Face à l'impact du coronavirus, un 'Plan de Relance de l'Investissement' a été voté pour sauvegarder les entreprises et sauver les emplois, tout en gardant en tête l'esprit de transition écologique. Ce plan pluriannuel sera doté de 49M€.

Enfin, au bout de 2h de séance, les élus départementaux ont entamé l'examen des 328 pages et tableaux du BP (Budget primitif) 2021. Powerpoint à l'appui, c'est Jean-Baptiste Blanc, le nouveau sénateur (LR) toujours en charge des finances qui l'a présenté en détails. « Dans un contexte de crise sanitaire sans précédent et de recul de la part départementale de la taxe foncière comme de la Dotation globale de fonctionnement (DGF), le projet de budget de Vaucluse s'équilibre à 699,1M€. Les dépenses sociales

Ecrit par le 4 juillet 2026

grimpent de façon significative, 113M€ pour le RSA (Revenu de solidarité active) contre 103,5 en 2020, la charge nette pour le département s'élève à plus de 50M€ alors qu'elle était de 12M€ en 2011. L'évolution de dépenses du personnel est en hausse de +1,5%. Le nombre d'agents a spectaculairement reculé de 2318 en 2014 à 2168 aujourd'hui, mais avec la revalorisation indiciaire des salaires et le GVT (Glissement vieillesse technicité), la masse salariale passe à 130M€.

Nombreuses dépenses d'équipement

Parmi les futures dépenses d'équipement, 1,4M€ pour la construction des nouvelles Archives Départementales sur le site d'Agroparc, 1,8M€ pour le chantier de réhabilitation des façades et de la couverture du Palais des Papes, 0,4M€ pour la construction d'un Ehpad (Etablissement hébergeant des personnes âgées dépendantes) de la Croix Rouge à Avignon et la même somme pour le développement des usages et services du numérique en télémédecine.

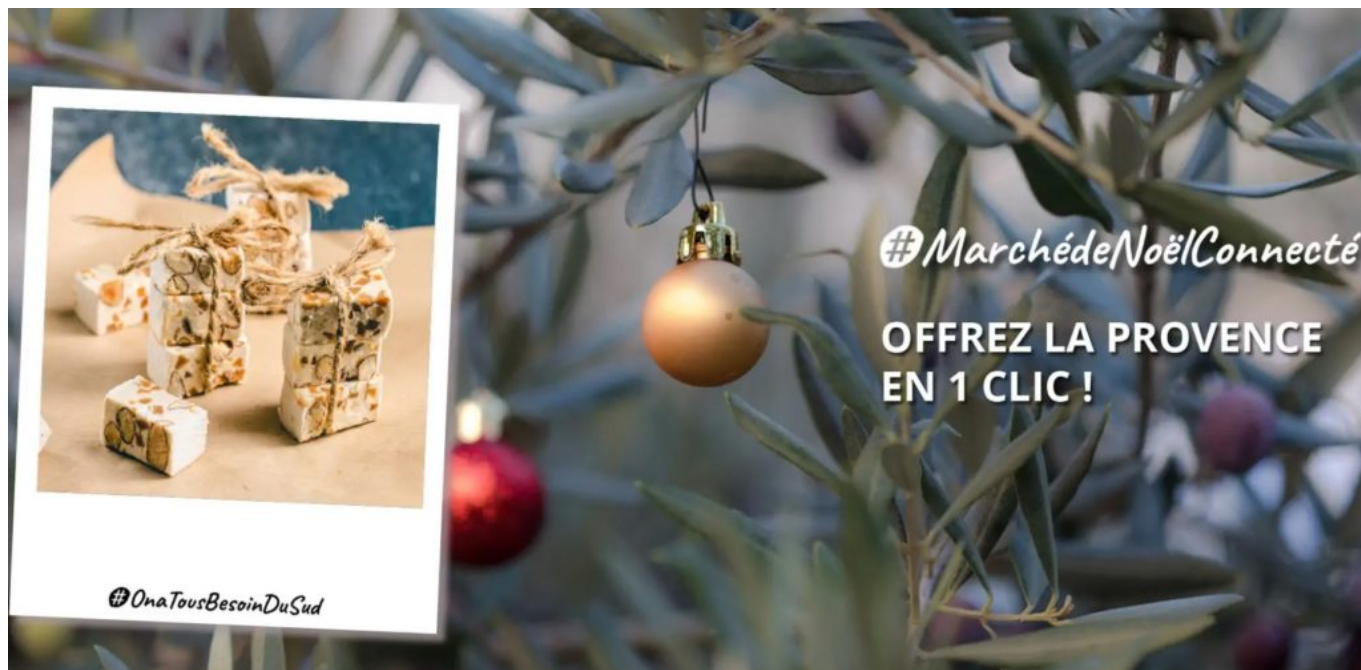
C'est Yann Bompard (Ligue du Sud) qui entamera le débat « Grâce à Valéry Giscard d'Estaing et sa loi sur le regroupement familial, nous accueillons toute la misère du monde, toujours plus d'immigrés, une fraude massive au RSA, une catastrophe économique, financière et sanitaire avec le coronavirus et une paupérisation de nos concitoyens en hausse ». Darida Belaïdi (DG) insistera sur le rôle majeur que joue le département dans la solidarité due aux plus faibles. « Elle est notre 1^{ère} mission et leur seul patrimoine. Nous ne sommes pas au CAC 40 pour faire fructifier l'argent des actionnaires, mais pour porter une attention soutenue aux précaires. Là, le compte n'y est pas. Avec la Covid-19, les 900 agents des services sociaux de département ont été méprisés par la hiérarchie. A force de réduire les effectifs, de vouloir laver plus blanc, ça fait tâche. »

Le président Chabert répondra qu'il n'y a eu aucune diminution de personnel, il a même gagné 6 personnes, et qu'en plus de la réorganisation des 16 Espaces départementaux des solidarités (Edes) est prévue la création de 3 autres structures à Carpentras-Graville, à Sault et Apt.

Jean François Lovisolo (PS) reconnaît que « l'exercice est compliqué, les marges de manœuvres minces, la détresse sociale et psychologique mondiale, l'humain doit être au cœur de nos préoccupations. » André Castelli (PC) dénonce « l'Etat régalien qui se défausse de ses responsabilités sur les collectivités locales ». Jean-Baptiste Blanc conclura que « ce budget a vocation à renforcer l'accompagnement des publics de plus en plus en difficulté, limiter l'effet ciseaux du recul des dotations, de la crise sanitaire, économique, sociale pour conforter le développement de notre territoire. Nous sommes fiers de vouloir favoriser une solidarité humaine et territoriale ».

Écrit par le 4 juillet 2026

Un marché de Noël connecté dans le Vaucluse



Afin de soutenir le commerce dans le département, le Conseil départemental de Vaucluse et son agence de développement 'Vaucluse Provence Attractivité', ainsi que les Offices du tourisme, la Chambre de Commerce et d'Industrie, la Chambre d'Agriculture, et la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, lancent un grand marché de Noël virtuel.

Baptisée '[Noël en Vaucluse-Provence](#)', la plateforme de e-commercialisation est mise à disposition par la société Coq-Trotteur, entreprise spécialisée dans la mise en œuvre de solutions numériques pour les acteurs du tourisme. Facile d'utilisation, la plateforme présente des produits authentiques et qualitatifs du Vaucluse, de la gastronomie jusqu'à l'artisanat d'art et permet d'effectuer une recherche par catégorie de produits (artisanat, gourmandises, vins et spiritueux, décoration...). Les artisans, créateurs ou producteurs dont l'activité reflète une identité provençale ainsi que les entreprises ayant leur siège social ou une activité prépondérante en Vaucluse peuvent s'y inscrire. De son côté de Département de Vaucluse espère donner un nouveau souffle à l'économie locale en cette période de crise sanitaire et a annoncé vouloir pérenniser la plateforme au-delà de cette période singulière.

1 621 pages de délibérations pour le Conseil Départemental de Vaucluse



Deux heures et quart de débats pour 35 délibération en 2 tomes avec, en prime, un 3e dossier sur le schéma départemental de développement Touristique... soit 1 621 pages, un millier de plus que 'A promised land', les mémoires de l'ancien président américain, Barack Obama...

La dernière séance publique du Département a débuté, à la demande du président Maurice Chabert, par une minute de silence à la mémoire des victimes de la Tempête Alex dans les Vallées de la Roya, de la

Ecrit par le 4 juillet 2026

Tinée et de la Vésubie ainsi que de la décapitation du professeur Samuel Paty devant son collègue, en octobre.

D'entrée de jeu, dès le 1er texte proposé aux élus, une subvention de 350 000 € de soutien aux territoires de Vaucluse, l'élue écologiste Sylvie Fare a dénoncé, une fois de plus, « une atteinte à la bio-diversité ». Le vice-président Thierry Lagneau a tranquillement répondu que « Le département permet aux communes concernées d'acquérir des véhicules électriques et de procéder à des travaux de rénovation énergétique des bâtiments communaux ».

Sécurisation des routes et regroupement des services

Avec le produit des amendes de police perçues au titre des infractions routières, 1,32 M€ seront répartis entre nombre de communes pour aménager et améliorer la sécurité de carrefours dangereux ou de sorties d'écoles. Dans le même esprit, pour réduire les points noirs routiers en fluidifiant le trafic, une 'Convention de cofinancement' avec la Région, 22M€ seront dédiés d'ici 2030 à la connexion A7-A9 d'Orange (87 000 véhicules/jour) et à l'échangeur de Bonpas (45 000 véhicules/jour). Pour regrouper l'ensemble des bâtiments du 'Pôle Solidarités' aujourd'hui dispersés entre le boulevard Saint-Michel, le boulevard Limbert et la route de Montfavet, plus de 33M€ serviront à regrouper l'ensemble des services (personnel et accueil du public) dans une nouvelle MDPH (Maison Départementale des Personnes Handicapées) plus fonctionnelle et accessible aux personnes à mobilité réduite.

«Positionner le Vaucluse comme destination d'excellence»

Au cours de cette plénière, le Vaucluse a validé sa stratégie 2025-2040 de développement touristique qui génère chaque année, hors Covid, environ 1,3 milliard d'euros de chiffre d'affaires. Le précédent datait de 2006. Depuis, le contexte a changé (séjours plus courts, impact du numérique). Il s'agit, selon Pierre Gonzalvez, en charge du secteur, de « Positionner le Vaucluse comme destination d'excellence, gérer les flux sur tous les territoires et en toutes saisons, professionnaliser et fédérer les acteurs. » Côté collègues, il y en a 54 dans le département, plus de 100 000 € de subventions permettront de financer des améliorations d'équipements sportifs, de parcours botaniques, de réfectoires ou de salles polyvalentes, a annoncé Dominique Santoni élue responsable de l'éducation. Pour répondre à la crise sanitaire, le département a déposé une demande de cofinancement FSE (Fonds social européen) de 249 000€ (masques, gels, lingettes, gants, visières, écrans plexiglass, thermomètres électroniques). Par ailleurs, le Département a également accordé un coup de pouce aux entreprises agro-alimentaires de 60 000€ pour 'Alice & Charles' à Montoux ou bien encore Aptunion Industrie.

« Nous disposons d'une situation financière saine qui permet d'atténuer les effets de la crise. »

Après son élection lors des Sénatoriales de septembre dernier, Jean-Baptiste Blanc a décidé de renoncer à son poste de 1er vice-président, tout en restant membre du Conseil Départemental. Il a présenté le ROB

Ecrit par le 4 juillet 2026

(Rapport d'orientation budgétaire) : « 2020 a été frappée par une pandémie qui a touché l'ensemble de la planète. Au drame humain, des millions de morts et des malades durablement affectés, cette crise sanitaire a eu des répercussions sans précédent depuis le krach de 1929. L'arrêt quasi-total de l'activité économique a provoqué de nombreuses fermetures d'entreprises et fait exploser le nombre de chômeurs. En France le déficit serait de l'ordre de 200 milliards d'euros, soit +10% du PIB (Produit intérieur brut). Après le gel puis les ponctions sur les dotations de l'Etat et la réforme fiscale liée à la suppression de la taxe d'habitation, nous devons faire face à un effet de ciseaux. Malgré tout, nous disposons d'une situation financière saine qui permet d'atténuer les effets de la crise. Et afin de marquer plus encore l'accompagnement de l'économie de Vaucluse, un plan de relance de 12M€ supplémentaires vous sera présenté lors de la prochaine séance, en décembre. »

Dans l'opposition, le socialiste Jean-François Lovisololo a pris la parole : « Nous connaissons une situation inédite. 25% des salariés risquent de perdre leur boulot, la situation est catastrophique, nous devons prendre des mesures à la hauteur des enjeux, soutenir le commerce de proximité, répondre à l'urgence sociale, économique psychologique. La politique doit faire sens pour que notre territoire ne crève pas. » Pour la Ligue du Sud, Yann Bompard souligne « La nullité du gouvernement, il ne prend pas le problème à la racine, il traite les conséquences, pas les causes. » Thierry Lagneau rétorquera « On peut toujours mieux faire, mais on est proche du territoire, on est en 1^{ère} ligne aux côtés des Vauclusiens, des collectivités, du BTP qui salue nos investissements pour amortir le choc ».

200 000 € pour les sinistrés des Alpes-Maritimes

Maurice Chabert témoignera du soutien du Vaucluse « qui connaît bien les traumatismes d'une catastrophe naturelle, qui a gardé à jamais la mémoire des inondations du 22 septembre 1992, d'attribuer une subvention de 200 000 € aux Alpes-Maritimes pour les sinistrés de Breil-sur-Roya, Saint-Martin-Vésubie et Saint-Etienne-de-Tinée, en signe de solidarité. » Une proposition votée à l'unanimité des élus présents. Ceux du RN (Rassemblement national) étaient absents, [ils avaient décidé de boycotter la séance](#).

Prochaine plénière, avec le vote du Budget, le vendredi 11 décembre.

Des travaux sur le pont suspendu de Mondragon

Ecrit par le 4 juillet 2026

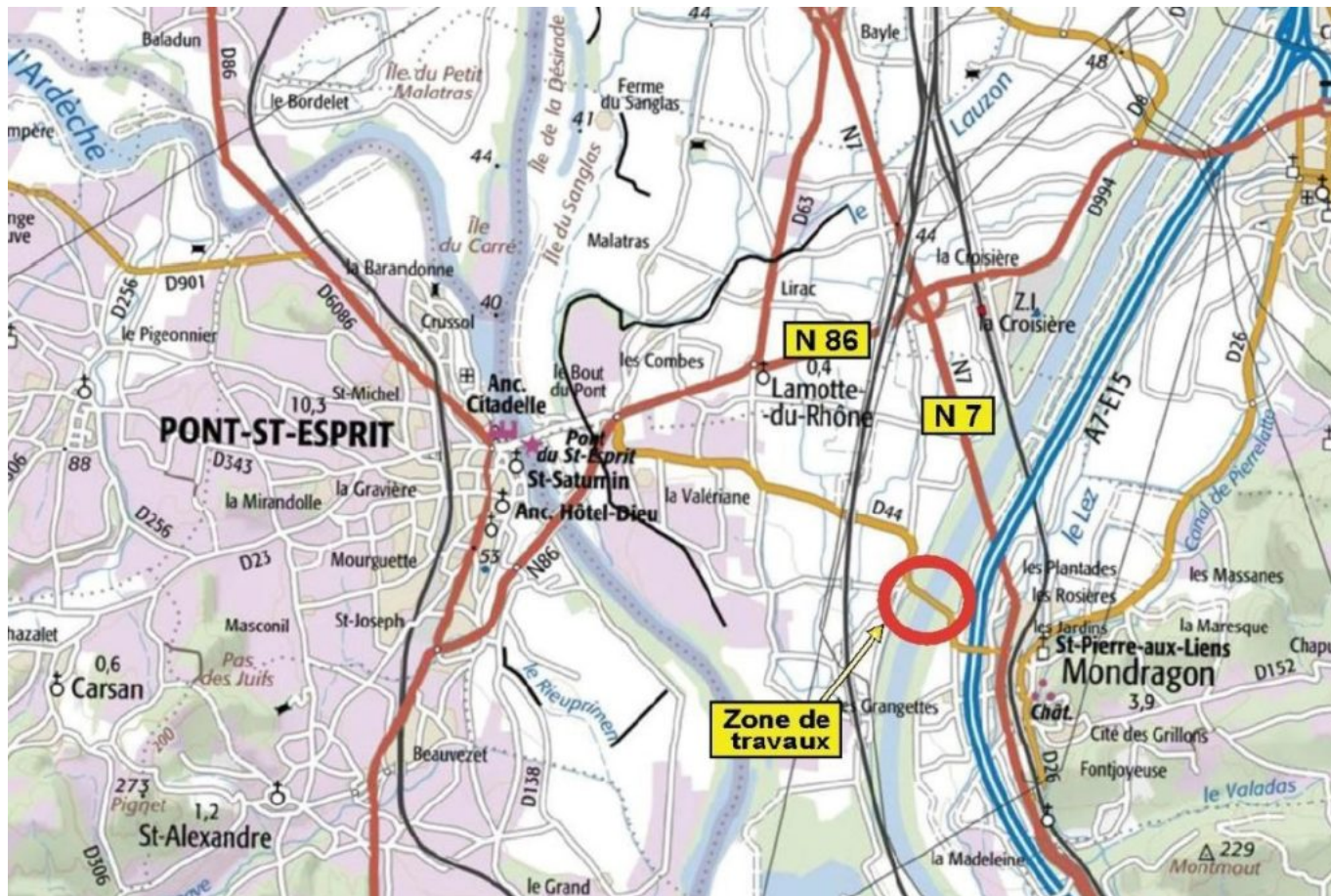


A compter du lundi 16 novembre, le [Conseil départemental de Vaucluse](#) va réaliser des travaux sur le pont traversant le canal du Rhône à Mondragon. Une déviation sera mise en place par les routes nationales via Lamotte-du-Rhône.

Après avoir réalisé dans un premier temps des travaux d'étanchéité et d'enrobés, les joints de chaussée du pont suspendu vont être remplacés. Pour les besoins du chantier, la circulation sera totalement interdite sur le pont du lundi 16 novembre à partir de 8h au samedi 21 novembre à 12h. Une déviation de tous les véhicules sera mise en place par les routes nationales RN 86 et RN 7 au nord, via Lamotte-du-Rhône.

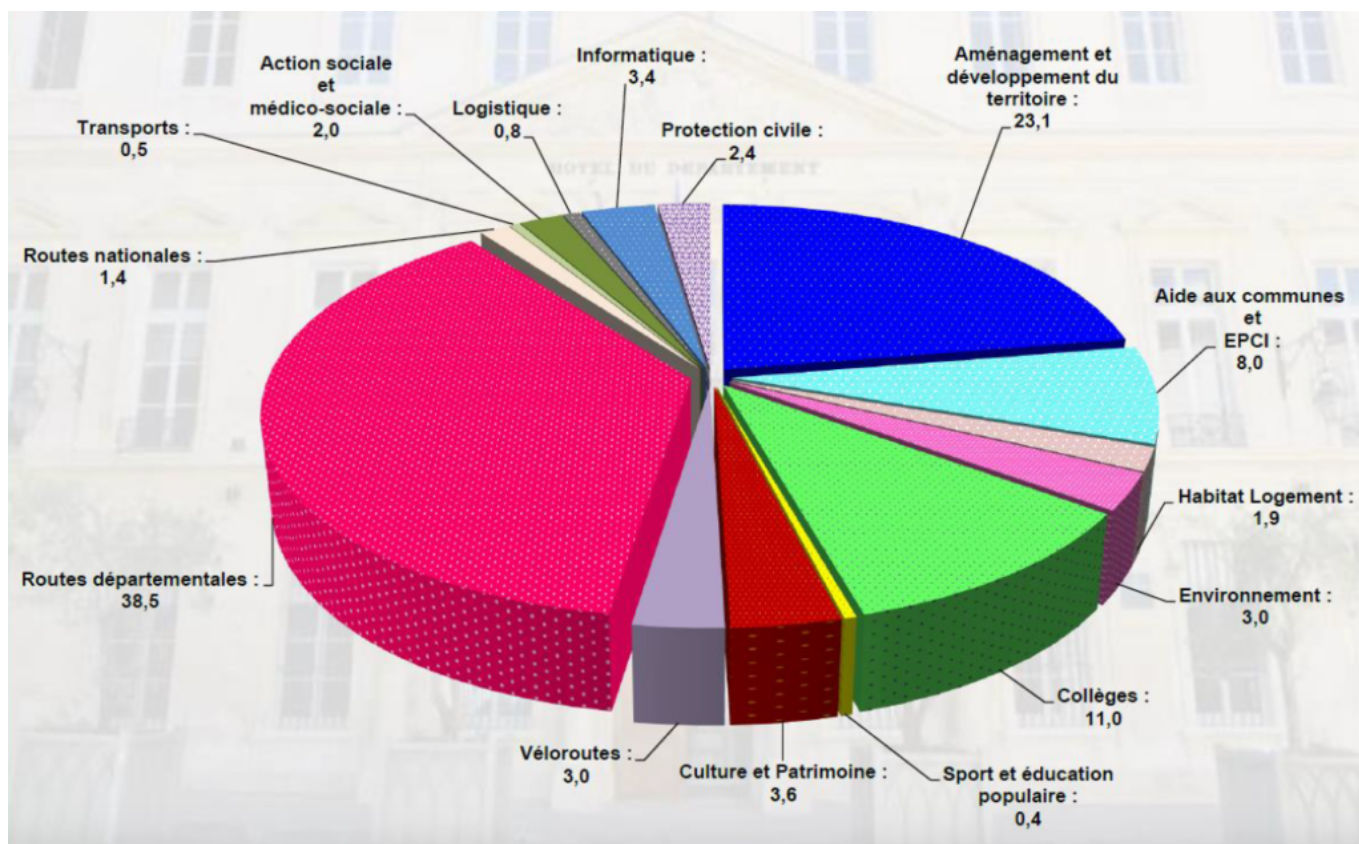
A noter que l'itinéraire cyclable ViaRhôna sera également fermé à la circulation au niveau du pont pendant la durée des travaux. Pour information, le franchissement du canal du Rhône le plus proche est celui de la RN 7. Le Département invite les usagers de la ViaRhôna à prendre leurs dispositions pour rejoindre ce franchissement par les voies locales.

Ecrit par le 4 juillet 2026



Le Conseil départemental de Vaucluse va investir 107 M€ en 2021

Ecrit par le 4 juillet 2026



Christian Pons avait invité **Thierry Lagneau**, en tant que vice-président, à présenter les projets d'investissement du Conseil départemental. Empêché, l'élu a confié la divulgation des chiffres et projets à **Christophe Lauriol** et **Murielle Mazuy** respectivement directeur-général adjoint en charge du Pôle aménagement et directrice des Bâtiments et architecture également au pôle aménagement du Conseil départemental de Vaucluse.

Synthèse

«Les indicateurs mensuels fournis par nos adhérents sont préoccupants, résume Christian Pons. Nous avons consommé notre réserve de travaux. Pour conserver les emplois, les chefs d'entreprise sacrifient la trésorerie qui s'effondre parce qu'il y a de moins en moins d'appels d'offre. Dans un même temps, travailler à bas prix est suicidaire ! La reprise qui devait se faire par le levier de la commande publique n'est pas au rendez-vous. Nous devons donc identifier la problématique et vous alerter pour faire évoluer, urgemment, la situation.»

107M€ d'investissement du Département

«Maurice Chabert, président du Conseil départemental, renouvelle ses investissements à la même hauteur que 2019, et le budget 2021 bénéficiera d'une hausse sensible a assuré Christophe Lauriol. Nous prévoyons un budget de 66M€ pour le volet voirie et 23M€ pour le bâtiment. Le budget exécuté sera

Ecrit par le 4 juillet 2026

supérieur aux 70M€ réalisés en 2019. Plus de 30 chantiers sont en cours actuellement.»

Le bloc communal

«Le Plan de relance sur 3 ans, visant de nombreuses politiques publiques, soutiendra particulièrement le bloc communal et nous participerons au plan de relance Etat-Région notamment pour la dénivellation du PN15 (Ndlr : suppression du passage à niveau 15 et mise en sécurité de la RD900 entre le carrefour des glaces et le chemin du Grand palais entre Cavaillon et l'Isle-sur-la-Sorgue) à hauteur de 14M€.»

Résorption des points noirs routiers

«Nous nous engageons également à la résorption des points noirs routiers comme pour le carrefour de Bonpas, l'échangeur A7/A9 à Orange et soutiendrons la poursuite des projets de travaux de la Léo (liaison Est-Ouest). Les véloroutes bénéficient de toute notre attention particulièrement celles du Calavon pour la section Robion-Cavaillon avec un démarrage des travaux en janvier 2021, la Via Rhôna pour les sections Caderousse-Chateauneuf-du-pape et Sorgues, la passerelle de Sauveterre ainsi que la Via Venaissia entre Pernes-les-Fontaines et Velleron.»

Les accords-cadres

«Enfin, les accords-cadres (bons de commande, en cascade, subséquents) ont représenté environ 1 879 commandes en 2019 pour 6,992M€. Près de 1 508 commandes sont d'ores et déjà prévues à partir de janvier pour 6,835M€.»

Quelques exemples

«Les travaux en cours et à venir sont nombreux, a souligné Murielle Mazuy, comme la construction d'une agence et d'un centre d'entretien et d'exploitation routier à Carpentras pour presque 3M€, la restructuration et l'extension du collège Pays-des-Sorgues pour 3,547M€. La consultation pour la 2e phase de restauration des façades et des couvertures du Palais des papes est en cours pour presque 5M€, ainsi que la construction d'un bâtiment BDM à Apt pour 3,5M€ ou encore le centre d'entretien et d'exploitation routier à Apt pour 2,5M€ ... »

Les prochains rendez-vous

Les prochains échanges, prévus courant novembre, se feront avec Laurent Gelle-Lacroix, Directeur Général de l'Aréa Région Sud (Agence régionale d'équipement et d'aménagement, entreprise publique locale d'ingénierie), et Amandine Luciani, directrice opérationnelle et du Développement.

Jean-Baptiste Blanc : le sénateur fait le choix de la proximité



Nouvellement élu sénateur de Vaucluse, [Jean-Baptiste Blanc](#) vient de se prononcer sur les mandats locaux qu'il souhaite conserver. En effet, afin de respecter la loi sur le cumul des mandats, le sénateur LR (Les Républicains) a décidé de rester conseiller départemental de Cavillon. Il est toutefois dans l'obligation de quitter la vice-présidence du [Département de Vaucluse](#) ainsi que la présidence du bailleur social [Vallis Habitat](#). Il restera cependant rapporteur du budget. Dans le même temps, il renonce à son poste de premier adjoint de [Cavillon](#) et quitte aussi la communauté d'[agglomération LMV \(Luberon Monts de Vaucluse\)](#).

A la rencontre des élus locaux

Ecrit par le 4 juillet 2026

Le néo-sénateur n'entend pas cependant se couper du terrain puisqu'il a choisi d'installer sa permanence parlementaire au cœur de la cité cavare. Il a également repris son bâton de pèlerin pour aller à la rencontre des élus vauclusiens afin de se saisir de leurs dossiers comme à Cadenet, Vaugines, Lourmarin, Mirabeau... Dans cette optique, Jean-Baptiste Blanc souhaite réunir mensuellement les maires par canton et organiser deux évènements par an autour de problématiques vauclusiennes (rencontres d'élus, de spécialistes du secteur public et privé autour d'un sujet).

A la commission des affaires économiques

Au sénat, ce dernier vient également d'intégrer [la commission des affaires économiques](#) qui intervient dans les domaines suivants : agriculture - forêt - chasse et pêche ; communications électroniques et postes - commerce extérieur ; industrie - énergie ; consommation - commerce - entreprise ; logement - politique de la ville - urbanisme ; tourisme ; outre-mer ; recherche appliquée et innovation - espace.

« Autant de sujets vauclusiens sur lesquels je souhaite échanger et co-construire mon action avec les acteurs locaux (agriculteurs, viticulteurs, commerçants, les centres de recherche comme l'INRAE où il se rendra très prochainement) », explique Jean-Baptiste Blanc qui a, par ailleurs, été chargé par [Sophie Primas](#), la présidente de la commission des affaires économiques, de travailler sur une simplification du droit de l'urbanisation dans le cadre d'une politique de relocalisation de nos entreprises. Ce travail donnera lieu à un rapport puis une proposition de loi.

Enfin, côté LR, le sénateur restera secrétaire départemental jusqu'à la date des prochaines élections internes qui devrait se tenir en juin 2021.